



HAL
open science

L'éducation populaire, une voie féconde pour "démocratiser la démocratie" ? L'exemple de la campagne politique sur l'école d'ATD Quart monde

Alex Roy

► **To cite this version:**

Alex Roy. L'éducation populaire, une voie féconde pour "démocratiser la démocratie" ? L'exemple de la campagne politique sur l'école d'ATD Quart monde. *Agora débats/jeunesses*, 2017, pp.79-91. 10.3917/agora.076.0079 . hal-02328917

HAL Id: hal-02328917

<https://hal.science/hal-02328917v1>

Submitted on 23 Oct 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'éducation populaire, une voie féconde pour « démocratiser la démocratie » ? L'exemple de la campagne politique sur l'école d'ATD Quart Monde

Alex Roy, EVS-RIVES, Université de Lyon, CNRS UMR 5600

Version auteur, révisé le 23 octobre 2019, de l'article suivant : ROY A., 2017, « L'éducation populaire, une voie féconde pour « démocratiser la démocratie » ? L'exemple de la campagne politique sur l'école d'ATD Quart Monde », *Agora débats/jeunesses*, vol. 2, n°76, p. 79-91.

Si la question de ce qu'est l'éducation populaire fait débat, tant celle-ci porte la marque de traditions plurielles et de processus de transformations historiques multiformes (professionnalisation, institutionnalisation, etc.), il en existe une conception que l'on peut qualifier de politique. Dans cette perspective, l'éducation populaire est envisagée comme « l'ensemble des pratiques éducatives et culturelles qui œuvrent à la transformation sociale et politique, travaillent à l'émancipation des individus et du peuple, et augmentent leur puissance démocratique d'agir » (Maurel, 2010, p. 82). Force est de constater que cette acception connaît aujourd'hui un regain d'attention et de légitimité qui va de pair avec l'engouement autour des pratiques d'*empowerment* et de *community organizing*. C'est sur cet aspect de l'éducation populaire que porte le présent article, qui propose une étude ethnologique du mouvement Agir Tous pour la Dignité (ATD) Quart monde en se focalisant sur l'une de ses campagnes politiques récentes visant à repenser le mandat de l'institution scolaire.

Défendant une révolution culturelle et démocratique à partir de l'émancipation des plus pauvres, ATD Quart Monde fait partie des associations d'éducation populaire des années 1960 qui ont résisté à la tentation de « l'instruction¹ » et qui, à ce titre, peut être considérée comme une pionnière de l'*empowerment* « radical » *made in France* (Bacqué, Biewener, 2013² ; Roy, 2016). L'étude de cet acteur historique permet alors de se questionner sur la portée émancipatrice et de transformation sociale de l'éducation populaire ainsi que sur les pratiques concrètes donnant corps (ou non) à cet idéal. ATD Quart monde – connu pour ses combats sur la loi d'orientation sur les exclusions, sur la couverture maladie universelle ou encore, plus récemment, sur l'instauration dans la loi d'un critère de discrimination selon l'origine sociale – a tenté d'innover dans son mode de fonctionnement lors d'une

¹ De nombreux auteurs considèrent en effet qu'en se concentrant sur l'instruction du peuple, beaucoup de ces associations ont progressivement perdu de leur portée émancipatrice.

² Si le modèle de l'*empowerment* est né aux États-Unis dans les courants féministes et le mouvement des droits civiques, Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener soulignent des rapprochements avec le projet initial de l'éducation populaire. Une figure comme Paulo Freire a par exemple beaucoup influencé les deux modèles.

campagne politique intitulée « Quelle école pour quelle société ? » (que nous désignerons par la suite « campagne-école »). Entre 2009 et 2013, la démarche visait en effet une « coconstruction » des revendications par un travail collectif avec des enseignants, des syndicalistes, des chercheurs et des acteurs associatifs provenant de mouvements pédagogiques et de fédérations de parents d'élèves.

À partir d'une enquête qualitative, nous montrerons que les dispositifs de « croisement des savoirs » d'ATD Quart Monde s'inscrivent dans une visée de « démocratisation de la démocratie » (Callon *et al.*, 2001). Rappelons que pour Michel Callon et ses collègues, les « profanes » et les minorités peuvent contribuer à un approfondissement de la démocratie en faisant entendre leur voix et leur point de vue face aux élus et aux experts, donnant ainsi chair et vie à une démocratie qu'ils qualifient de « dialogique ». Les vertus de ce modèle participatif et pluraliste ont été soulignées par de nombreux spécialistes de la démocratie, tant en termes d'amélioration de l'action publique que de légitimité institutionnelle (Carrel, 2005 et 2013 ; Sintomer, 2008 ; Young, 2002). Pour Yves Sintomer (2016, p. 33), « même s'il est loin d'être sûr qu'elle aboutisse, une révolution démocratique est d'ores et déjà en cours ». Si ce scénario n'est pas le plus probable³, un grand nombre d'acteurs de la société civile contribuent à le concrétiser. Cela nécessite cependant des dispositifs spécifiques : ce que Marion Carrel appelle une « ingénierie participative ». C'est précisément dans cette perspective que s'inscrit le projet de croisement des savoirs d'ATD Quart Monde qui vise à « inclure les exclus » et à intégrer leurs connaissances et leur expérience dans les processus d'élaboration d'un point de vue commun. Dans un premier temps, nous analyserons l'ingénierie participative d'ATD Quart Monde au regard de son objectif d'influence des personnes en situation de pauvreté sur les décisions. Dans un second temps, nous aborderons la portée politique du croisement des savoirs à partir d'un processus de double transformation à l'œuvre dans la campagne-école.

Encadré méthodologique

L'enquête sur la campagne-école repose sur le dépouillement des archives internes d'ATD Quart Monde et de la documentation publique, 13 entretiens semi-directifs en 2016 (6 responsables d'ATD Quart Monde, 5 responsables d'organisations partenaires et 2 militants en situation de pauvreté) et 43 entretiens réalisés dans le cadre d'une évaluation interne du mouvement (16 responsables d'ATD Quart Monde, 5 partenaires, 13 participants en situation de pauvreté et 9 participants dits « inclus »). Par ailleurs, cet article utilise des données d'entretiens et d'observations récoltées sur deux dispositifs participatifs d'ATD Quart Monde : l'université populaire et la coformation.

³ Selon Yves Sintomer, il existe deux autres scénarios : la dérive autoritaire ou la postdémocratie.

I. ATD Quart Monde : artisan d'une démocratie communicative

En démocratie, l'exclusion sociale⁴ engendre une exclusion de la citoyenneté, ce qui remet en cause un de ses principes fondamentaux, à savoir que tous les individus sont égaux en droits (Balazard, 2015). Par la mobilisation et le développement de la citoyenneté des personnes en situation de pauvreté, ATD Quart Monde répond ainsi à un manque démocratique. Le mouvement se veut un promoteur d'une justice sociale inscrite dans la conception d'une « participation construite », qui considère que la participation ne va pas de soi et doit être suscitée dans l'expérimentation de dispositifs concrets (Carrel, 2005).

Dans cette optique, l'association a créé, dans les années 1970, les « universités populaires quart monde » qui sont des espaces de mobilisation, de formation militante et d'émancipation des plus pauvres (Defraigne Tardieu, 2012). Des acteurs forts appelés « militants alliés » et des acteurs affaiblis⁵ appelés « militants quart monde » s'émancipent collectivement dans des débats sur des sujets de société. Si ce dispositif permet de lutter contre l'exclusion de la citoyenneté des personnes en situation de pauvreté, l'université populaire reste toutefois interne au mouvement et, sans éviter le politique (Eliasoph, 2010), a tendance à éviter le conflit⁶. Selon ATD Quart Monde, comme pour un certain nombre d'auteurs, la mobilisation des précaires – dont l'une des caractéristiques est le manque de ressources – exige des partenariats (Bellot, St-Jacques, 2011 ; Mathieu, 2004). Cette stratégie explique la présence à l'université populaire des militants alliés dont le rôle est d'être promoteurs des valeurs du mouvement au sein de la société. Cependant, ces derniers prennent peu la parole et entrent encore moins en conflit avec les militants quart monde, alors même que le registre d'action privilégié par le mouvement est celui de la coopération conflictuelle (Dommergues, 1988). Ce modèle propose de promouvoir le partenariat sans pour autant nier le conflit entre les acteurs forts et les acteurs affaiblis qu'il s'agit au contraire de faire éclater pour mieux pouvoir le travailler et le retourner contre les institutions. L'université populaire nécessite un espace sécurisant qui ne permet pas la mise en œuvre de ce modèle dans lequel le conflit est une étape incontournable de la conscientisation collective.

⁴ La notion d'« exclusion » est très critiquée scientifiquement à cause de son caractère flou et hétérogène, désobjectivant et déresponsabilisant. Pourtant, dans la conception d'ATD Quart monde, son utilisation vise le « vivre ensemble », en défatalisant la pauvreté, en rappelant la responsabilité de la société et en enjoignant les « inclus » à agir aux côtés des exclus.

⁵ La notion d'acteurs affaiblis fait référence à celle d'« acteurs faibles » proposée par Jean-Paul Payet et Denis Laforgue (2008). Celle-ci permet de souligner les capacités d'action dont disposent les individus pour s'émanciper de situations d'affaiblissement économique et sociale. En contrepoint, nous utiliserons la notion d'« acteurs forts » pour désigner les personnes qui n'ont pas vécu ce type de situations.

⁶ Dans son étude sur les associations de quartier, Nina Eliasoph note une culture d'évitement des sujets politiques afin de limiter les conflits internes. L'idée de l'université populaire étant de favoriser l'expression politique des personnes en situation de pauvreté, nous n'observons pas les mêmes résultats. Cependant, dans une optique de créer un espace de confiance absolue permettant ces prises de paroles, les contradicteurs ont tendance à se restreindre.

En prolongement de ce dispositif et comme pour en dépasser les limites, ATD Quart Monde crée dans les années 2000 la coformation dont le but est de développer une coopération conflictuelle entre des professionnels (de la santé, du travail social, du monde politique et universitaire, etc.) et des militants quart monde afin d'adresser des propositions de changement aux institutions. Cependant, la portée de transformation sociale de l'université populaire et de la coformation reste faible, ce qui peut produire une certaine frustration chez les militants quart monde lorsque ces derniers prennent conscience du décalage entre les ambitions démocratiques du projet de croisement des savoirs et ses effets concrets. Ce projet vise pourtant une société dans laquelle les plus pauvres seraient des acteurs à part entière du processus démocratique, de la définition des problématiques jusqu'aux prises de décisions, en écho à ce qu'Iris Marion Young appelle la « démocratie communicative⁷ » (Young, 2002).

Avec la campagne-école, c'est précisément à une mise en application plus aboutie de la démocratie communicative qu'il s'agit de parvenir. L'idée originale qui a convaincu les différents partenaires de se rassembler est qu'il s'agissait non pas de « gagner des combats pour les pauvres, mais que les pauvres participent réellement au combat », comme l'a souligné en entretien un responsable national d'ATD Quart Monde (18 mars 2016). L'analyse des écrits de Joseph Wresinski met en lumière une opposition à la logique dite de l'« *advocacy*⁸ », qui entend porter la parole des pauvres par le biais d'intermédiaires. Pour le fondateur d'ATD Quart Monde, les personnes en situation de pauvreté doivent devenir de véritables acteurs démocratiques. Son mouvement a pourtant rencontré des difficultés pour mettre en œuvre cette philosophie dans ses propres campagnes politiques et, dans une logique d'efficacité, a souvent utilisé l'*advocacy*. Si dans l'idéal de la délibération participative les citoyens peuvent exercer un pouvoir plus direct (Cohen, Fung, 2011), l'inclusion des groupes marginalisés complexifie le processus de prise de décision (Young, 2002). Avec cette nouvelle campagne, ATD Quart Monde entend expérimenter un compromis entre participation effective des militants et efficacité politique. Dans le but d'analyser l'ingénierie participative de la campagne-école, nous allons questionner successivement trois niveaux d'influence des militants quart monde sur les décisions.

⁷ Dans un but de justice sociale, la démocratie communicative vise l'inclusion des groupes marginalisés qui doivent être représentés à tous les niveaux institutionnels. Le débat public doit, pour cela, leur accorder une attention particulière et s'ouvrir à des modes de communication plus émotionnels, permettant de reconnaître les différences de pouvoir et de ressources entre les participants.

⁸ L'approche de l'*advocacy* (« plaidoyer » en français) provient du courant de la défense des droits civiques aux États-Unis. Si ce terme n'est pas utilisé au sein du mouvement, cette question fait l'objet de débats en interne.

1.1. Premier niveau : décider à partir de la pensée des plus pauvres

La campagne-école était constituée de deux espaces de décision. D'une part, un comité de pilotage interne au mouvement avait pour rôle de faire la synthèse des propositions provenant de différentes sources : un travail préalable de croisement des savoirs entre les militants quart monde et les militants alliés à travers des recherches-actions, une coformation sur l'école et la mobilisation des universités populaires. D'autre part, les membres du comité interpartenarial (CIP) – constitué des représentants syndicaux et associatifs – devaient quant à eux se mettre d'accord sur les revendications politiques communes en travaillant à partir de la synthèse du comité de pilotage. Ce dernier constituait ainsi une interface dont la mission était de porter la parole du mouvement et en particulier celle des militants quart monde au sein de l'espace de décision. ATD Quart monde présidait le CIP, apportait les sources de réflexion et s'assurait que les débats ne les trahissaient pas. Le premier niveau d'influence des militants quart monde se situe donc dans la participation à l'élaboration des sources de réflexion où un principe de priorité est accordé à la pensée des plus pauvres. Cependant, la phase préparatoire s'effectue bien dans une logique d'*advocacy* puisque les personnes concernées ne sont pas présentes dans les deux espaces de décision. Le travail de porte-parole d'ATD, dont le mandat est de rester fidèle aux sources, assure alors une véritable influence des militants quart monde sur les décisions.

1.2. Deuxième niveau : le cadrage et la validation militante

Pour dépasser la logique de l'*advocacy*, les personnes concernées doivent pouvoir contribuer directement aux prises de décision. Pour cela, ATD Quart Monde a proposé deux dispositifs participatifs. Premièrement, en interne, les militants quart monde et les militants alliés qui ont participé aux différents projets d'ATD sur l'école se sont réunis en juillet 2011 dans un séminaire de cadrage militant – entendu dans le sens de « l'alignement des cadres d'interprétation » (Jasper, 1997, p. 77) – qui a permis de valider collectivement les propositions du mouvement. Le cadrage est une activité couramment utilisée dans le mouvement. Jugée nécessaire à la mobilisation collective, elle influence le processus de décision (Snow *et al.*, 1986). Nous empruntons la notion de « cadrage » à Erving Goffman pour insister sur l'activité qui vise à dépasser les inégalités sociales et discursives dans la pratique du consensus, en s'assurant que tous les acteurs ont une compréhension commune des différentes situations. Une quarantaine de militants représentant les différents projets sur l'école d'ATD Quart Monde ont ainsi débattu à partir des idées de chacun. Ces échanges ont alors directement impacté la synthèse réalisée par le comité de pilotage, notamment sur la priorisation des propositions.

Deuxièmement, un grand rassemblement de quatre cents personnes appelé « ateliers sur l'école » a eu lieu à Lyon en novembre 2011. En termes de contenu, l'analyse des actes de ce colloque laisse entrevoir un espace d'affinage à la marge des propositions. Si celles-ci ont été l'objet de quelques

amendements à l'issu des ateliers sur l'école de Lyon, cet espace constituait davantage une validation et une légitimation des revendications par les différents acteurs. Ce colloque fut un espace de dialogue entre les partenaires et les militants quart monde. Comme nous le développerons ultérieurement, ces derniers ont eu ici l'opportunité d'influencer les décideurs en provoquant chez eux des prises de conscience. Ces ateliers de Lyon représentaient finalement une démonstration politique et symbolique de la pertinence de la démarche de coconstruction avec les personnes en situation de pauvreté.

1.3. Troisième niveau : décider avec les plus pauvres ?

Le projet de société du croisement des savoirs d'ATD Quart Monde prône une participation de « A à Z » des personnes en situation de pauvreté. Grâce à la structure mise en œuvre dans la campagne-école, les militants quart monde interrogés ont tous eu la sensation d'en avoir été les acteurs à part entière, même si certains pointent du doigt une limite.

« Je me suis sentie vraiment à fond dedans, et je pense que le jour où la nouvelle école sera, je pourrais dire que j'étais dedans, que j'y ai travaillé. » (Militante quart monde, entretien réalisé par ATD.)

« Je trouve que dans le projet-école, j'y étais dans une partie, une grosse partie, il ne manquait pas grand-chose pour arriver à la fin. 75 % j'étais dedans, peut-être même 95 %, c'était pas mal là, dans d'autres projets, on y est à 25 %. » (Militante quart monde, 13 mars 2016.)

Si les militants quart monde ont été acteurs de la campagne par leur influence sur le processus de construction des revendications, aucun n'a eu de pouvoir décisionnaire effectif. En particulier, la phase de diffusion et de *lobbying* politique, à la suite des ateliers sur l'école, s'est faite en pure *advocacy* sans véritable présence des militants quart monde. Cette absence de partage des responsabilités a plusieurs pistes d'explication. Premièrement, avec la focalisation d'« aller vers » la personne la plus en difficulté, ATD Quart Monde ne souhaite pas que ces militants deviennent des *leaders* qui en prenant du pouvoir « écrasent les autres ». Le mouvement refuse également la figure de l'expert de la participation qui, en se professionnalisant, se couperait de son milieu social et ne serait plus reconnu par ses pairs. Des précautions sont donc prises pour éviter ces deux pièges, ce qui a tendance à exclure les militants quart monde des responsabilités.

Deuxièmement, la participation des acteurs affaiblis requiert des conditions exigeantes (Roy, 2019) comme le confirment les recherches sur le croisement des savoirs (Ferrand, 2008). ATD Quart monde entend éviter d'instrumentaliser les militants quart monde comme des « alibis » dans les espaces de décision. Si des tentatives sont faites, comme au conseil d'administration ou à la direction France, il y a une contradiction entre la participation des acteurs affaiblis d'un côté et l'efficacité et la rapidité de l'action politique de l'autre. Face à toutes ces difficultés, la délégation effective de pouvoir aux

militants quart monde n'est pas une priorité du mouvement qui considère que l'influence sur le contenu est plus importante, ce qui explique leur absence au sein du CIP et du comité de pilotage.

Finalement, l'analyse de la campagne-école permet de mettre en évidence l'influence importante des militants quart monde sur les processus décisionnels à travers l'élaboration de sources de réflexion, le cadrage militant et la validation collective. La crainte de la figure du *leader* et de l'expert ainsi que les exigences d'efficacité et l'absence dans les priorités empêchent cependant ATD Quart Monde d'atteindre un « dernier niveau », celui du partage effectif des responsabilités – un niveau essentiel de la démocratie communicative d'Iris Marion Young et du croisement des savoirs. Le principal intérêt de cette campagne est alors de mettre en avant l'influence des militants quart monde sur les décideurs en provoquant chez eux des transformations dans leurs opinions.

II. L'émancipation des acteurs affaiblis comme arme politique

Après avoir identifié certains écarts entre les visées de l'ingénierie participative et sa mise en œuvre concrète, il importe à présent de saisir la portée politique potentielle du croisement des savoirs en interrogeant les conséquences de cette campagne-école. Comme l'expliquent Didier Chabanet et Marco Giugni (2010), de telles conséquences sont complexes à analyser du fait de la difficulté à déterminer une causalité entre une action et un résultat donné. On peut cependant noter que, par le biais d'un travail de *lobbying*, les représentants d'ATD Quart Monde et certains partenaires revendiquent des effets structurels dans la loi de refondation sur l'école de juillet 2013⁹. Celle-ci met effectivement l'accent sur la pédagogie de la coopération et sur l'affirmation que tous les élèves sont capables de réussir – deux propositions phares de la campagne-école. ATD Quart monde tente d'ailleurs actuellement de faire fructifier ces premiers « résultats » politiques à travers par exemple l'écriture et la promotion d'un rapport au Conseil économique, social et environnemental sur les inégalités à l'école (Grard, 2015) et la mise en place d'une recherche sur l'orientation scolaire des personnes en situation de pauvreté.

Si les conséquences structurelles sont difficiles à identifier, l'étude de la campagne-école permet de mettre en lumière un processus de « double transformation » (Carrel, 2005). Le registre de la coopération conflictuelle, utilisé dans les ateliers sur l'école, produit des prises de conscience de la part des acteurs affaiblis et des acteurs forts grâce à la découverte des préjugés et des logiques d'action de chacun. Celles-ci permettent alors la construction d'un consensus entre les différents acteurs. D'un

⁹ Loi n° 2013-595 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République, voir en particulier l'article 3.

côté, la participation à un tel dispositif de croisement des savoirs constitue une étape dans l'émancipation des militants quart monde, en particulier en termes de politisation ; de l'autre, les acteurs forts sont impressionnés par la figure de l'expert quart monde – dont nous allons explorer les contours – et se laissent influencer dans leurs décisions présentes et futures.

II.1. La portée émancipatrice des acteurs affaiblis

Proche de la conscientisation freirienne¹⁰, la stratégie d'émancipation d'ATD Quart Monde repose sur la valorisation culturelle du « quart-monde » en tant que classe opprimée, sur la prise de conscience de sa position sociale et sur le développement de l'envie d'agir collectivement et politiquement pour transformer le monde (Freire, 1974). Pour les militants quart monde, ce processus débute à l'université populaire. Un lieu comme celui-ci est essentiel pour acquérir le pouvoir d'agir nécessaire à la participation à une démarche de croisement des savoirs. L'université populaire est un « cocon » au sens d'espace rassurant permettant aux acteurs faibles de se renforcer, de sortir de la honte puis de retrouver la confiance et l'estime de soi. Cette étape est indispensable pour oser mettre des mots sur les expériences d'injustice et entamer une lutte pour la reconnaissance (Honneth, 2013) dans une politisation progressive. Celle-ci se poursuit avec la coformation. Mais ces deux dispositifs, on l'a souligné, ont très peu d'impact structurel. En outre, l'action politique à l'échelle locale n'est pas une priorité pour le mouvement. Par manque de mise en application de l'action collective, le processus de politisation des militants quart monde peut se retrouver bloqué.

Ainsi, la participation à une telle campagne est une opportunité intéressante pour ces militants qui vont pour beaucoup découvrir ce qu'est véritablement l'action politique. En particulier, ceux qui ont participé au séminaire de cadrage de juillet 2011 ont pu expérimenter la pratique de la négociation. Ensuite, à l'image des coformations, les ateliers sur l'école de Lyon ont permis un apprentissage de la stratégie de coopération conflictuelle. En entrant dans une dynamique d'action collective, les acteurs affaiblis ont pu endosser leur rôle de militant et de représentant du quart monde pour se confronter aux autres, faire valoir leur point de vue, puis s'allier avec des acteurs de l'école, extérieurs au mouvement. Finalement, pour les militants quart monde, la participation à cette campagne leur a donné l'opportunité d'« aller plus loin » que les actions habituelles d'ATD, car ils ont eu la sensation d'avoir fait « changer les choses ». À partir de la diffusion, auprès des participants, des « résultats » de la campagne et d'une évaluation interne (sur laquelle nous nous appuyons en partie dans cet article), le mouvement a provoqué des prises de conscience chez les militants, de leur rôle et de leur influence politique. Cependant, comme nous l'avons vu, si les militants quart monde ont été acteurs de cette

¹⁰ Afin de sortir de la « culture du silence » régnant dans la dictature brésilienne de son époque, Paulo Freire souhaitait que les « opprimés » s'affirment pleinement comme sujets et citoyens critiques à partir de la conscientisation de leur condition sociale et de l'existence d'une culture de l'opprimé.

campagne-école, ils n'en ont pas été décideurs. De même, dans beaucoup de groupes locaux, ils se heurtent à un « plafond de verre » qui les empêche de prendre des responsabilités. Ils sont donc rarement en position d'exercice effectif du pouvoir. Notons, tout de même, que le croisement des savoirs représente un courant au sein d'ATD qui permet au mouvement d'évoluer vers davantage de coconstruction avec les militants quart monde et qui tente ainsi de lutter contre ce que nous jugeons comme une limite importante dans le processus d'*empowerment*¹¹.

Malgré cette limite, l'ensemble des compétences développées au sein de l'association laisse entrevoir une figure de l'expert quart monde teintée des valeurs chrétiennes du mouvement¹². Contrairement à la figure de l'expert citoyen, celui-ci reste connecté à son milieu, il représente tous les pauvres et en particulier les plus pauvres. Contrairement à la figure du *leader* qui « écrase les autres », l'expert quart monde va toujours donner la parole de ceux qui sont le plus en difficulté et écouter les idées inédites. L'expert quart monde est conscient des préjugés à l'égard des pauvres et de l'image qu'ils renvoient dans la société. Il sait gérer ses émotions, il s'indigne tout en restant respectueux. Il est capable de se remettre en question, d'entendre le point de vue de l'autre et de l'intégrer à son raisonnement même s'il n'est pas d'accord ; il ne cherche pas à convaincre, mais plutôt à comprendre. Enfin, contrairement à l'image du pauvre démissionnaire, l'expert quart monde montre une envie d'agir et de travailler avec les autres – acteurs affaiblis et acteurs forts – pour changer la société ensemble.

II.2. L'influence de l'expert quart monde sur les décideurs

Allant à l'encontre des préjugés, c'est précisément cette figure de l'expert quart monde qui impressionne les acteurs forts qui acceptent de participer à un dispositif de croisement des savoirs. Évidemment, tous les militants n'ont pas atteint le stade de l'expert, mais collectivement ils arrivent à représenter cette figure, particulièrement aux ateliers sur l'école de Lyon où ils étaient nombreux (environ 80 sur les 400 personnes). Les acteurs forts interrogés retiennent effectivement différentes interventions des militants qui, agrégées, dessinent une image de l'expert quart monde. Selon un ancien président d'ATD France dans un de nos entretiens (15 avril 2016), cette figure est une « arme stratégique » pour le mouvement, qui permet de convaincre ses interlocuteurs. Ainsi, dans le cadre de cette campagne-école, les membres du CIP interrogés affirment avoir été influencés par les militants quart monde, ce qui selon certains serait une des clés explicatives de la réussite de la campagne et aurait fourni ou renforcé leur motivation à agir. En effet, la prise de parole de l'expert quart monde

¹¹ La campagne-école en est un bon exemple si on la compare aux autres campagnes politiques du mouvement. Par ailleurs, quelques initiatives expérimentent le partage effectif des responsabilités comme dans les projets de recherche de croisement des savoirs. De plus, même si cette limite est assez courante, elle n'est pas valable à tous les groupes locaux et toutes les époques car le mouvement favorise le pluralisme dans ses pratiques et le renouvellement régulier des équipes

¹² Ce terme est une construction théorique de notre part et non un concept du mouvement qui rejette justement la notion d'expertise. De même, nous soulignons des valeurs chrétiennes alors même qu'ATD Quart Monde s'affirme sans appartenance confessionnelle.

capable de gérer son émotion se transforme en argument d'autorité et provoque l'amorce de prises de conscience chez ses interlocuteurs.

« Je me doutais de la violence de l'école, mais l'entendre prononcée par des gens qui l'ont vécue, c'est quelque part plus dur, mais ça devient un chemin, ça devient possible d'y faire face. » (Membre du CIP, militante pédagogique, entretien réalisé par ATD Quart Monde.)

Ensuite, la méthodologie qui incite à la confrontation permet de dépasser la compassion des acteurs forts et donc d'entrer dans un débat. Cette stratégie de coopération conflictuelle amorce une conscientisation collective du monde complexe. Les acteurs affaiblis et acteurs forts prennent chacun conscience des logiques et des préjugés de l'autre ainsi que des rapports de pouvoir qui existent entre eux. Pour les militants quart monde, la participation à un dispositif de croisement des savoirs est une étape dans leur processus de politisation. Pour la majorité des acteurs forts, dont les membres du CIP, il s'agit d'une amorce d'émancipation, car la confrontation avec les acteurs affaiblis reste ponctuelle. Pour autant, cette confrontation a eu des impacts concrets sur certaines organisations partenaires. Tout d'abord, plusieurs membres du CIP affirment que cette rencontre avec les militants quart monde a donné un élan à la campagne-école et a permis de débloquent des situations de désaccords entre organisations partenaires. Elle a également provoqué des prises de conscience chez certains syndicats ou associations de parents d'élèves qui ont par la suite lancé des réflexions sur la pauvreté, renforcé leur lien avec ATD Quart Monde ou encore organisé des actions de sensibilisation auprès de leurs membres. Finalement, dans une optique de démocratisation de la démocratie, l'émancipation des exclus est un objectif en soi, mais elle constitue aussi une « arme politique » de transformation sociale dans la mesure où la confrontation avec des acteurs affaiblis, mais « renforcés » déclenche chez les décideurs des changements de modes d'action et de pensée.

Conclusion

Pour conclure, ATD Quart Monde est un acteur historique de l'éducation populaire entendue comme projet émancipateur et de transformation sociale. Ce mouvement est un artisan de la démocratie communicative qui permet un processus de double transformation chez les acteurs affaiblis comme chez les acteurs forts. L'université populaire et la coformation développent le pouvoir d'agir des personnes en situation de pauvreté et les forment pour qu'ils deviennent des experts quart monde. À partir de l'influence de ces derniers sur l'élaboration des sources de réflexion, par le cadrage et la validation militante puis par leur rôle crucial dans les transformations des décideurs de la campagne-école, ATD Quart Monde permet aux acteurs affaiblis de devenir les acteurs forts d'une campagne politique. Cependant, le manque d'exercice effectif du pouvoir peut bloquer le processus d'empowerment. Si cette limite importante peut sembler générer un paradoxe entre l'action et le projet d'ATD Quart Monde, cette campagne – par son innovation en termes de coconstruction – constitue

plutôt un effort de démocratisation de la démocratie en tant que processus praxéologique au sens où elle se construit par la multiplication des expérimentations et leur étude réflexive (Balazard, 2015 ; Maurel, 2010). Dans cette optique, la campagne-école a permis d'expérimenter des dispositifs qui méritent, comme ici, d'être étudiés afin d'en tirer les conséquences et d'en inspirer d'autres, susceptibles, à leur tour, de mettre en œuvre le partage effectif de responsabilités, tout en dépassant les difficultés de l'efficacité politique du leader et de l'expert de la participation pointées par ATD Quart Monde.

Bibliographie

Bacqué M.-H., Biewener C., *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?*, La Découverte, Paris, 2013.

Balazard H., *Agir en démocratie*, L'Atelier, Paris, 2015.

Bellot C., St-Jacques B., « La défense des droits des personnes itinérantes à Montréal. L'histoire d'un partenariat entre chercheurs, intervenants sociaux et population cible », in Chabanet D., Dufour P., Royall F. (dir.), *Les mobilisations sociales à l'heure du précarité*, Presse de l'EHESP, Rennes, 2011.

Callon M., Lascoumes P., Barthe Y., *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Le Seuil, Paris, 2001.

Carrel M., « Pauvreté, citoyenneté et participation. Quatre positions dans le débat sur les modalités d'organisation de la "participation des habitants" dans les quartiers d'habitat social », Communication présentée au congrès organisé par le LAIOS et l'AFSP « Cultures et pratiques participatives : une perspective comparative », Paris, 20-21 janvier 2005.

Carrel M., *Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*, ENS éditions, Lyon, 2013.

Chabanet D., Giugni M., « Les conséquences des mouvements sociaux », in Fillieule O., Agrikoliansky É., Sommier I. (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, La Découverte, Paris, 2010.

Cohen J., Fung A., « Le projet de la démocratie radicale », *Raisons politiques*, n° 42, vol. 2, 2011, p. 115-130.

Defraigne Tardieu G., *L'université populaire Quart Monde. La construction du savoir émancipatoire*, Presses universitaires de Paris Nanterre, 2012.

Dommergues P. (dir.), *La société de partenariat. Économie, territoire et revitalisation régionale aux États-Unis et en France*, AFNOR/Anthropos, Paris, 1988.

- Eliasoph N., *L'évitement du politique. Comment les américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne*, Economica, Paris, 2010.
- Ferrand C. (dir.), *Le croisement des pouvoirs. Croiser les savoirs en formation, recherche, action*, L'Atelier/Quart Monde, Paris, 2008.
- Freire P., *Pédagogie des opprimés* suivi de *Conscientisation et révolution*, Maspero, Paris, 1974.
- Grard M.-A., *Une école de la réussite pour tous*, Les avis du Conseil économique, social et environnemental, CESE, Paris, 2015a.
- Honneth A., *La lutte pour la reconnaissance*, Gallimard, Paris, 2013.
- Jasper J. M., *The art of Moral Protest*, University of Chicago Press, Chicago, 1997.
- Mathieu L., *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, Textuel, Paris, 2004.
- Maurel C., *Éducation populaire et puissance d'agir. Les processus culturels de l'émancipation*, l'Harmattan, Paris, 2010.
- Payet J.-P., Laforgue D., « Qu'est-ce qu'un acteur faible ? Contributions à une sociologie morale et pragmatique de la reconnaissance », in Payet J.-P. et al. (dir.), *La voix des acteurs faibles. De l'indignité à la reconnaissance*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2008, p. 9-25.
- Roy A., « Joseph Wresinski : pionnier de l'empowerment radical made in France », *Mouvements*, n° 85, vol. 1, 2016, p. 87-94.
- ROY A., *De l'infrapolitique à la révolution démocratique : ethnographie culturelle du mouvement ATD Quart Monde*, Thèse de doctorat en géographie, aménagement et urbanisme, Vaulx-en-Velin, Université Lumière Lyon 2, ENTPE, 2019.
- Sintomer Y., « Du savoir d'usage au métier de citoyen ? », *Raisons politiques*, n° 31, vol. 3, 2008, p. 115-133.
- Sintomer Y., « L'ère de la postdémocratie ? Démocratiser la démocratie ou céder aux tentations autoritaires », *Revue du crieur*, n° 4, 2016, p. 18-35.
- Snow D. A., Rochford E. B., Worden S. K., Benford R. D., « Frame alignment processes, micromobilization, and movement participation », *American Sociological Review*, n° 4, vol. 51, 1986, p. 464-481.
- Young I. M., *Inclusion and Democracy*, Oxford University Press, Oxford (Royaume-Uni), 2002.

L'auteur

Alex Roy

Chercheur en sociologie urbaine, associé au laboratoire Environnement, ville et société (EVS), composante Recherches interdisciplinaires Ville, Espace, Société (RIVES), UMR 5600.

Thèmes de recherche : *empowerment* des personnes en situation de pauvreté ; démocratie délibérative et participative ; mouvements sociaux ; transition socio-écologique.